

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 26 janvier 2016

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

22 2015.RRGR.844 Motion 207-2015 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) Ouvrages efficaces pour une protection contre les crues efficace

N° de l'intervention: 207-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 04.09.2015
Déposée par: Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
(porte-parole)
Reber (Schangnau, UDC)
Sutter (Langnau i.E., UDC)
Cosignataires: 0
Urgence: refusée le 10.09.2015
N° d'ACE: 1488/2015 du 9 décembre 2015
Direction: TTE

Ouvrages efficaces pour une protection contre les crues efficace

Le Conseil-exécutif est chargé d'appliquer les principes suivants pour que les ouvrages de protection des cours d'eau de montagne soient efficaces et solides :

1. Le béton pourra de nouveau être utilisé dans les limites du strict nécessaire pour construire des ouvrages plus durables et plus stables.
2. La stabilisation des cours d'eau, et ainsi la protection des personnes, des infrastructures et des terres agricoles, passera avant les autres intérêts.

Développement :

Le 4 juillet 2012, un violent orage a fait de gros dégâts à Horrenbach-Buchen, Eriz et Steffisbourg à l'est de Thoune. Les dégâts ont été encore plus importants le 24 juillet 2014 à Schangnau, dans le Haut-Emmental. De nombreuses maisons, rues et autres infrastructures ont été détruites ou endommagées. Beaucoup de terres agricoles ont également été touchées par des glissements et des inondations. Les ouvrages de protection ont ensuite été reconstruits au prix de gros efforts. Les intempéries de juin 2015 ont cependant déjà endommagé certains ouvrages, construits après la crue de la Zulg à Eriz en 2012 et celle de l'Emme à Schangnau en 2014. Et ce alors que ces orages n'ont par ailleurs causé que peu de dommages.

Si les ouvrages de protection des cours d'eau sont peu solides, c'est avant tout parce que de nos jours, on n'utilise presque plus de béton – dans un souci prétendument environnemental. Le béton est pourtant plus solide et empêche efficacement le sapement des rives. La preuve en est que les ouvrages beaucoup plus anciens réalisés en béton remplissent toujours leur fonction. Le béton ne doit pas forcément être apparent. Il est possible de l'intégrer dans des ouvrages en pierres naturelles sans porter atteinte ni à l'esthétique ni à l'écologie et d'obtenir un aussi bon résultat qu'avec des ouvrages en béton apparent.

Une protection contre les crues efficace le long de l'Emme ou de la Zulg n'est pas seulement vitale à proximité immédiate. Dans le cas de la Zulg, les crues menacent aussi les biens et même la vie de milliers de personnes dans la région de Steffisbourg. Ce danger existe chaque été : de mémoire d'homme, les bassins de la Zulg et de l'Emme ont toujours connu de violentes précipitations. C'est pourquoi il est irresponsable de ne pas aménager au mieux les cours d'eau de montagne. Les réparations fréquentes coûtent par ailleurs très cher, des dépenses que l'on pourrait s'épargner si l'on utilisait judicieusement le béton.

Réponse du Conseil-exécutif

La loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux) et la loi cantonale sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (LAE) encadrent l'aménagement des eaux. La protection contre les crues doit en premier lieu assurer que la population, les animaux et les biens de valeur ne soient

pas mis en péril. Dans le même temps, les eaux doivent autant que possible être maintenues dans un état naturel ou aménagées dans un état proche du naturel. Enfin, toutes les mesures d'aménagement des eaux doivent respecter les règles de l'art en la matière, ou plus précisément être conformes à la technique de l'aménagement des eaux ou à l'état actuel des connaissances. Les coûts des projets approuvés de protection contre les crues sont pris en charge conjointement par la Confédération, le canton et les communes assujetties à l'aménagement des eaux, les corporations de digues ou les syndicats de communes. Les projets de protection contre les crues ou d'endiguement ne peuvent cependant être approuvés et cofinancés par la Confédération et le canton que s'ils sont conformes aux bases légales en vigueur et présentent un bon rapport coût/utilité. Si ces conditions sont remplies, la part de la Confédération est la plus importante et constitue, par exemple lorsqu'il s'agit uniquement d'un projet de protection contre les crues, de 35 à 45 pour cent des coûts. Restent en général à la charge des communes entre 20 et 40 pour cent des coûts.

Il n'y a pas de prescriptions légales qui interdisent l'utilisation de béton pour les ouvrages le long des cours d'eau. Aujourd'hui toutefois ce matériau n'est plus utilisé qu'exceptionnellement dans ce domaine, et ce pour les raisons suivantes : les ouvrages en béton ne satisfont en général pas aux exigences posées aux solutions proches de l'état naturel, comme celles de préserver l'habitat des poissons ou de favoriser la végétalisation des berges. La plupart du temps, de tels projets ne pourraient donc pas être approuvés ni cofinancés au moyen de subventions fédérales et cantonales. En outre, les constructions en béton présentent des propriétés moins bonnes que celles des ouvrages en pierres naturelles. Elles sont rigides et ne peuvent par exemple pas résister aux tassements et autres modifications du cours d'eau sans provoquer de dégâts. De petites inondations répétées peuvent déjà au fil du temps endommager dangereusement les ouvrages en béton, voire conduire à leur rupture. Les aspects financiers ne doivent pas non plus être négligés, car, le béton étant onéreux, les ouvrages réalisés avec ce matériau génèrent souvent des frais supplémentaires importants.

C'est pourquoi le béton n'est plus guère utilisé. Ces dernières années, des ouvrages sans béton ont été réalisés sur de nombreux cours d'eau du canton de Berne. Ils ont brillamment fait leurs preuves notamment pendant les périodes d'inondation de 2005 à 2011. Il s'agit par exemple des murs de soutènement des berges de la Kander à Kandersteg et à Augand, le long de la Lütschine de Grindelwald au lac de Brienz, le long du Chirel dans le Diemtigtal, le long de l'Aar à Muri et à Kehrsatz, et enfin le long de l'Emme à Berthoud.

On continue en revanche de recourir au béton lorsque cela est nécessaire. Concernant les torrents, il y a notamment des situations où il existe un danger de laves torrentielles. Il faut alors utiliser du béton de remplissage à l'arrière des ouvrages ou réaliser des constructions en béton lorsque la place disponible est réduite et que le risque de dégâts est élevé. C'est le cas des Glyssibach et Trachtbach à Brienz, de l'Alpbach et du Milibach à Meiringen ainsi que du Färzbach à Schangnau.

En résumé, le Conseil-exécutif constate qu'il n'est certes pas interdit d'utiliser du béton pour l'aménagement des eaux, mais que, vu les exigences légales pour maintenir autant que possible les cours d'eau dans un état proche du naturel, les inconvénients de ce matériau et son coût élevé, il n'est plus utilisé aujourd'hui que dans des cas clairement justifiés. Le principe du strict nécessaire est donc aujourd'hui déjà appliqué. La deuxième exigence formulée dans la motion, à savoir que la protection des personnes doit avoir la priorité, est aussi systématiquement remplie puisque cela correspond aux objectifs clairement définis de la législation sur la protection des eaux.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption et classement

Le président. Wir kommen zur Motion Krähenbühl: «Wirksamer Hochwasserschutz braucht wirksame Verbauungen». Die Regierung ist bereit, diese Motion anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Der Motionär ist mit der Abschreibung nicht einverstanden. Wir führen eine freie

Debatte. Ich übergebe den Vorsitz für dieses Geschäft dem Vizepräsidenten.

Le vice-président Carlos Reinhard prend la direction des délibérations.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Wasser hat eine enorme Kraft. Das erleben wir gerade im Zulgtal immer wieder. Der 4. Juli 2012 wird uns dauerhaft in Erinnerung bleiben. Im Eriz kam es auf einem relativ kleinen Gebiet während einer kurzen Zeit zu heftigen Regenfällen. Das Wasser nahm viel Land, Geröll, Strassen und Wege mit. In Steffisburg schien derweil noch die Sonne. Zum Glück rief jemand aus dem Eriz das Schwimmbad Steffisburg an, sonst hätte es gefährlich werden können. Die Zulg strömte mit braunem Wasser und Geröll ins Tal. Es fehlte nur wenig, und das Wasser wäre in Steffisburg über die Brücken getreten. Die Online-Ausgabe der «Berner Zeitung» titelte am nächsten Tag: «Steffisburg hatte einen Schutzengel». Solche Unwetter sind überall im Berg- und im Voralpengebiet nicht selten. Ich erinnere an das Unwetter in Schangnau 2014. Das Phänomen ist übrigens auch nichts Neues. Ich denke dabei an die Gotthelf-Erzählung «Wassernot im Emmental». Auch jenes Unwetter braute sich im Gebiet der Honegg zusammen und zog dann über den Röthenbach in Richtung Emmental. Der Mensch kämpft seit Menschengedenken mit mehr oder weniger Erfolg gegen die Kräfte des Wassers. In den letzten Jahren verlief dieser Kampf etwas weniger erfolgreich. Der Grund besteht darin, dass diese Verbauungen heute tendenziell weniger solide ausgeführt werden. In unserer Gegend hat es für einen gewissen Aufruhr gesorgt, dass die Verbauungen im Sommer 2015 bei einem weniger schlimmen Hochwasser teilweise weggeschwemmt wurden. Das ist nicht nur ärgerlich, sondern kostet auch Geld. Es kostet die Gemeinden Geld, die sich beteiligen müssen, aber auch den Kanton, der in der Regel mehr als die Hälfte der Kosten übernimmt. Jahrzehntealte Verbauungen hingegen, die noch solide mit Beton ausgeführt wurden, blieben bestehen. Dies ist übrigens kein Einzelfall. Vielleicht werden meine Kollegen aus dem Oberemmental erzählen, was bei ihnen in ähnlichen Situationen geschah. Sie kennen das auch.

Nun stellt sich die Frage, warum man nicht mehr genügend solide verbauen kann. Die Regierung anerkennt ja, dass man dies im Einzelfall tun kann, weshalb sie die Motion befürwortet. Doch man tut dies mit grossen Einschränkungen. Als Grund wird der Naturschutz angeführt. Die Fische würden sich angeblich bei solideren Verbauungen nicht wohlfühlen. Ich anerkenne, dass man früher bei den Verbauungen zuweilen übertrieben hat. Auch sind Betonverbauungen nicht unbedingt schön anzuschauen. Doch heute kann man anders verbauen. Man kann Natursteine mit Beton kombinieren, sodass das Ergebnis für die Optik und für die Natur besser ist, aber trotzdem eine ausreichende Wirkung erzielt. Auf der anderen Seite lege ich auch den Menschen und sein Hab und Gut in die Waagschale. Gerade in unserem Gebiet besteht ein objektives Problem. Steffisburg hatte bereits mehrmals Glück. Doch die Gemeinde hat 15 500 Einwohner. Tausende wohnen im Einzugsgebiet der Zulg, wo es heftig werden kann. Es ist eine Frage der Zeit, bis es wieder einmal richtig heftig wird. Ich möchte nicht, dass die Zeitung dereinst wird schreiben müssen, Steffisburg habe diesmal keinen Schutzengel gehabt. Ich bitte Sie, diese Motion anzunehmen und nicht abzuschreiben.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Die Mitmotionäre haben sich nicht eingetragen, ich gehe davon aus, dass sie sich nicht äussern wollen. Wir kommen somit zu den Fraktionssprechenden.

Niklaus Gfeller, Worb (PEV). Ich kann es vorwegnehmen: Die EVP-Fraktion teilt das Anliegen des Motionärs für einen bestmöglichen Hochwasserschutz und wird deshalb diese Motion überweisen. Wir müssen jedoch ehrlicherweise zugeben, dass wir aus fachlicher Sicht nicht in der Lage sind, über die Wahl des Materials zu urteilen. Mit welchen baulichen Massnahmen der Hochwasserschutz am besten sichergestellt wird, ob man dazu Beton nehmen soll oder nicht, kann wohl nicht im Grossen Rat entschieden werden. Dafür sind Fachleute zuständig. Wenn ich aber als Laie nach meiner Meinung gefragt werde, muss ich mich als regelmässiger Aarespaziergänger fragen, ob der geforderte Beton wirklich das richtige Material ist. Von dem, was man in den 70er-Jahren verbaut hat, ist heute nicht mehr viel zu sehen. Die Aare hat die Verbauungen rasch unterspült, und der Frost hat das Seine dazu beigetragen, dass das Ganze recht schnell kaputt ging. In den vergangenen Jahren konnte man beobachten, wie der Kanton auf diese Situation reagiert hat. Als Laie gewann ich den Eindruck, dass der Kanton den Hochwasserschutz sehr gut und zweckmässig angeht. Bei uns in Worb wird zurzeit an der Worble gebaut. Auch hier gewinnt

man eindeutig den Eindruck, dass der Kanton mit sehr viel Fachwissen arbeitet und den bestmöglichen Hochwasserschutz anstrebt. Wir können deshalb der beantragten Abschreibung zustimmen.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Der Motionär hat dargelegt, warum er diese Motion eingereicht hat. Er ist der Meinung, dass der heutige Hochwasserschutz zum Teil nicht ganz ausreicht oder die Massnahmen so ausgeführt werden, dass sie nicht nachhaltig standhalten, wenn neue Unwetterereignisse eintreten. Die BDP-Fraktion ist auch der Meinung, dass solche Verbauungen längerfristig halten müssen und nicht beim nächsten Ereignis weggeschwemmt werden dürfen. Es ist sinnlos, wenn man immer wieder von vorne anfangen muss. Der Motionär hat dargelegt, dass dies die Gemeinden, den Kanton und den Bund Geld kostet. Wir sind uns bewusst, dass man in diesem Bereich mit dem Beton vernünftig und zurückhaltend umgehen muss. Doch ein nachhaltiger Schutz muss trotzdem möglich sein. Die BDP-Fraktion wird diese Motion annehmen. Einige sind jedoch der Meinung, dass der Kanton bereits richtig handelt und die Fachleute die Situation im Griff haben, weshalb sie die Motion abschreiben wollen. Andere wiederum unterstützen die Abschreibung nicht.

Carlos Reinhard, Thoun (PLR), vice-président. Ich sehe recht viele Gruppen, die zusammenstehen und diskutieren. Dies ist für jene, die hier sprechen oder die zuhören wollen, sehr unangenehm. Ich bitte Sie, draussen zu diskutieren. Danke.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Lieber Herr Kollege Krähenbühl, Hochwasser gibt es immer öfter. Wenn man die Statistiken der meteorologischen Anstalt anschaut, sieht man, dass sie sich in den letzten Jahren stark gehäuft haben. Diese Entwicklung korreliert mit dem zunehmenden CO₂-Ausstoss und mit dem Klimawandel. Sie korreliert auch mit unserem Verhalten, mit der Art und Weise, wie wir mit der Natur umgehen und Emissionen verursachen. Dies ist schlussendlich die Ursache für die zunehmende Anzahl Hochwasser. Eine weitere Ursache besteht in der zunehmenden Versiegelung der Flächen, die das Meteorwasser nicht mehr genügend zurückhalten können. Auch die intensive Landwirtschaft spielt eine Rolle. Es gibt ganz viele Ursachen, die auf den Menschen und sein Verhalten zurückgehen. Hier müssen wir ansetzen. Herr Kollege Krähenbühl, ich wäre froh, wenn Sie hier auch mithelfen würden, präventiv einzugreifen und solche Probleme bei der Ursache zu bekämpfen. Dann müssen wir nicht mit Beton einfahren.

Zur konkreten Motion: Es wird verlangt, Beton für dauerhafte und stabile Verbauungen gemäss dem Grundsatz «soviel wie nötig, so wenig wie möglich» einzusetzen. Genau das steht auch in der Doktrin der Regierung und wird in den letzten Jahren so gehandhabt. Wo nötig, wird Beton eingesetzt, doch an vielen Orten ist dies gar nicht mehr der Fall. Stabile und dauerhafte Verbauungen kann man auch ohne Beton errichten. Ein Beispiel: Ich war eine Zeitlang für den Wasserbau in der Gemeinde Münsingen zuständig. Wir haben auch die Hochwasser an der Aare erlebt. Dabei hat es genau dort Schäden gegeben, wo Betonverbauungen gemacht wurden. An den Stellen, wo es nur Blocksteine gab und die Aare Platz hatte, gab es entweder gar keine oder nur geringe Schäden. Wir sind der vollen Überzeugung, dass der Kanton mit den neuen Methoden, die mit Fachleuten erarbeitet wurden, auf dem richtigen Weg ist. Wir sind sicher, dass er nicht davor zurückschreckt, wo nötig ein paar Kubikmeter Beton einzusetzen. Dies ist sicher je nach Situation sinnvoll. Wir sind deshalb dafür, diese Motion anzunehmen, aber wir sind auch einstimmig dafür, sie sogleich abzuschreiben.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich kann mich meinem Vorredner anschliessen. Wir liessen uns von der Argumentation des Regierungsrats und von dessen Anträgen überzeugen. Ich weiss aus eigener Erfahrung, dass Beton weiterhin eingesetzt wird, doch der Vorstoss tut so, also ob dies nicht der Fall wäre. Ich erinnere etwa an das Projekt Guntenbach in Gunten Sigriswil, wo man in jüngerer Zeit ebenso wie in der Vergangenheit sehr wohl Beton eingesetzt hat. Wir bestreiten, dass Beton in jedem Fall besser hält als beispielsweise Blockverbauungen. Blockverbauungen erlauben zudem, dass man Fischunterstände erhalten kann. Sie sind also nicht nur in Bezug auf die Qualität und die Nachhaltigkeit der Verbauung die bessere Lösung, sondern auch besser für unsere Fischbestände. Beton ist nach unserer Auffassung nicht so naturnah wie etwa Blockverbauungen. Wenn man Beton einsetzt, besteht zudem die Gefahr, dass wichtige Werte, etwa die Qualität eines Flusslaufs als Erholungsgebiet, tangiert werden. Deshalb sind die Politik und die Praxis des Kantons absolut richtig. Wir werden der Motion zustimmen, aber auch ebenso geschlossen die

Abschreibung unterstützen. Die Praxis im Kanton Bern ist gut, der Beton wird dort eingesetzt, wo es richtig ist. Der Kanton setzt andere Materialien ein, wo man mit diesen bessere Ergebnisse erzielt. Dies ist eine gute Praxis, die man weiterführen kann. Man kann die Motion überweisen, aber man soll sie danach gleich abschreiben.

Martin Egger, Frutigen (pvl). Es ist klar, dass alles zum Schutz der Bevölkerung unternommen werden muss. Den Leuten darf nichts geschehen. Doch wir sind der Meinung, dass die Zusammenarbeit zwischen Bund, Kanton und Gemeinden gut funktioniert, und dass die Situation ortsspezifisch angeschaut werden muss. Laut Regierungsrat ist es zudem nicht verboten, Beton einzusetzen. Wir sind auch der Meinung, dass man qualifizierte Wasserbau-Ingenieure einsetzt, die sehr wohl entscheiden können, welches Material am Geeignetesten ist. Somit ist alles bereits vorhanden, was diese Motion verlangt. Die glp will diese Motion deshalb wie die Regierung annehmen und gleichzeitig abschreiben.

Peter Flück, Interlaken (PLR). Es ist völlig klar, dass wir solide bauen müssen. Diese Erfahrung habe ich selbst vor zehn Jahren in Brienz gemacht. Ich habe zuerst auch gedacht, man müsse alles betonieren, weil es ohne Beton nicht halte. Doch ich liess mich eines Besseren belehren. Warum? Gerade bei Fliessgewässern ist Beton nicht das Alleinseligmachende. Es gibt durchaus auch andere Möglichkeiten, ein Fliessgewässer zu verbauen. Die Fliessgewässer sind eben nicht alle gleich. Ich konnte nicht zuletzt in Brienz feststellen, dass man mit den Fachleuten des Kantons, mit privaten Unternehmen und mit dem eigenen Schwellenmeister sowie der Schwellenkorporation sehr gute Lösungen finden kann. Wir haben es in Brienz so gemacht, wie es der Regierungsrat in seiner Antwort aufgezeigt hat. Es gab Sperren in diesem Bach, die über hundertjährig waren. Diese wurden bis zu einen Meter tief unterspült. Wir haben zuerst gedacht, jetzt müsse dringend Beton her, damit die Schwellen hielten, doch wir haben bis heute keinen Beton eingesetzt. Ob diese Verbauungen langfristig halten, wird sich zeigen. Wenn nicht, würde es darum gehen, unsere Annahmen zu korrigieren. So wie ich die Fachleute des Kantons kennengelernt habe, traue ich ihnen durchaus zu, dass sie diese Sache richtig handhaben. Die FDP-Fraktion ist einstimmig dafür, diese Motion anzunehmen. Doch weil eigentlich alles bereits erfüllt ist, wollen wir sie gleichzeitig abschreiben.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Ich möchte Sie auf Folgendes hinweisen: Frau Regierungsrätin Egger muss um 10.45 Uhr gehen. Wir haben mit ihr vereinbart, dass wir die Behandlung der BVE-Geschäfte um diese Uhrzeit unterbrechen. Wir werden versuchen, dieses Traktandum vorher noch zu Ende zu beraten. Danach werden wir mit den Traktanden von Regierungsrat Perrenoud fortfahren.

Hans Röstli, Kandersteg (UDC). Der Motionär verlangt eine dauerhafte Verbauung der Gewässer. Er verlangt, dass man dazu nach wie vor soviel Beton wie nötig und sowenig Beton wie möglich einsetzen darf. Weiter fordert er, dass der Schutz der Infrastruktur, des Menschen und des Kulturlands vor allen anderen Interessen Priorität geniessen soll. Nach meiner Erfahrung arbeitet die BVE bereits nach diesen Grundsätzen, auch wenn man manchmal den Eindruck hat, es gehe bei diesen Verbauungen etwas zu sehr um das Leben der Fische und um die Renaturierung. Doch die BVE leistet heute gute Arbeit. Wir verbauen meist mit Felsblöcken. Es wird recht tief fundiert, und es wird in einer Neigung von eins zu eins angelegt. Wo das nicht so gemacht werden kann, ist man im Wasserbau heute auch bereit, Beton einzusetzen, damit die Verbauung hält. Es ist möglich, dass nicht jeder Kreisoberingenieur oder Strassenbauinspektor alles gleich handhabt, und dass an einer Stelle etwas zu wenig oder zu viel Beton verwendet wird. Doch wenn man im Wasserbau tätig ist, weiss man, dass es keine absolute Sicherheit gibt. Die SVP-Fraktion ist der Meinung, dass der Wasserbau eine Daueraufgabe ist. Deshalb nimmt sie diese Motion an und bestreitet die Abschreibung, so wie es der Motionär verlangt.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Wirksamer Hochwasserschutz ist wichtig. Die EDU-Fraktion stimmt dieser Motion zu und will sie nicht abschreiben. Hier geht es um die Sicherheit von Mensch und Umwelt. Aus Gründen des Umweltschutzes wehren sich einige Wasserbauplaner bei Uferverbauungen mit Blocksteinen, zur Sohlensicherung Beton einzusetzen. Die Langlebigkeit und Sicherheit von Gewässerverbauungen muss jedoch erste Priorität geniessen. Dabei wird der naturnahe Wasserverbau nicht verhindert. Laut Gewässerschutzgesetz ist das Verwenden von

Beton nicht verboten, doch es soll auch in der Praxis wieder normal werden, dass soviel Beton wie nötig verbaut wird.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Wir kommen zu den Einzelsprechern.

Walter Sutter, Langnau (UDC). Als Mitmotionär erlaube ich mir, noch auf ein paar Dinge hinzuweisen. Wir haben in Langnau 2009 nach den heutigen Regeln der Wasserbaukunst mit Blocksteinen verbaut. Dafür haben wir knapp 3 Mio. Franken ausgegeben. Sechs Jahre später mussten wir massive Schäden durch Böschungsabsenkungen, Solenabsenkungen und Unterspülungen feststellen. Zurzeit läuft ein Reparaturprojekt mit massiven Kostenfolgen. Die Schuldfrage ist ungeklärt, doch tendenziell liegt die Schuld wohl bei der Gemeinde. Diese hat das kleinste Mitbestimmungstrecht, aber sie trägt eine grosse Verantwortung. Die Fischtreppe mit Blocksteinverbau in der Ilfis ist nirgends mehr zu finden. Nur die Steine findet man noch weiter flussabwärts. Den Fischen nützt das nichts. Es ist richtig, dass im Wasserbaugesetz alles gut geregelt ist. Es ist auch richtig, dass Beton noch eingesetzt werden darf. Doch bei solchen Projekten ist entscheidend, welche erste Einschätzung der zuständige Wasserbau-Ingenieur abgibt. Wenn dieser sagt, dass der Kanton nur bei einer Blocksteinverbauung mithilft, dann wählt man eben diesen Weg. Die Fischerei hat auch einen sehr starken Einfluss. Es interessiert wenig, ob der Graben jeden Sommer austrocknet, doch für die Fische ist diese Frage existenziell. Wenn in einer späteren Phase der Projektierung festgestellt wird, dass der oberste Steinblock beinahe im Wohnzimmer eines altrechtlich erstellten Hauses zu liegen käme, wird es auch für den Wasserbau-Ingenieur zum Thema, dass man mit Betonmauern arbeiten könnte. Dann entstehen natürlich durch eine Neuprojektierung erhebliche Mehrkosten. Diese werden auch von den Gemeinden und vom Kanton getragen. Ich bitte Sie, nicht abzuschreiben, damit wirklich mit Augenmass und Vernunft Beton eingesetzt werden kann.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Ich werde jetzt wohl das Gegenteil dessen sagen, was mein Vorredner gesagt hat. Nein, im Ernst: Ich fühle mich durch diesen Vorstoss provoziert. Er scheint mir ein typisches Beispiel für folgendes Phänomen zu sein: Als Politiker wollen wir eine ganze Fachdisziplin, bestehend aus Ingenieuren, Geologen und Hydrologen übersteuern. Das ist so, wie wenn ich in einer Motion fordern würde, dass die Ärzte in Zukunft nur noch ein bestimmtes Material für künstliche Hüftgelenke verwenden dürfen, von dem ich glaube, dass es effizienter ist und länger hält und dadurch die Gesundheitskosten senkt. Liebe Frauen und Männer, dies ist einfach nicht seriös. Es ist auch ein Misstrauensvotum gegenüber dem, was bis jetzt im Wasserbau gemacht wurde. Im Hintergrund arbeiten ganz viele Ingenieure, Hydrologen und Geologen an solchen Projekten. In der Motion steht: «Es ist deshalb unverantwortlich, die Gebirgsbäche nicht so effektiv wie möglich zu verbauen.» Dies ist ein frontales Misstrauensvotum, welches man erst noch beweisen müsste. Man kann doch nicht einfach sagen, mit anderen Materialien wäre dieses oder jenes Ereignis anders abgelaufen. Das ist plakativ und populistisch und hat mit fundiertem Fachwissen überhaupt nichts zu tun. Übrigens: Auch wenn wir sagen, auf der Materialliste müsse viel mehr Beton stehen, dann heisst das noch lange nicht, dass dieser Beton auch hält, wenn die Kräfte des Wassers auf ihn wirken. Das Entscheidende beim Beton ist die Geologie im Hintergrund: Wo ist der Beton verankert, und wieviel hält die Verankerung aus? Ich kann Ihnen dafür Beispiele aus dem Hochbau nennen. Ich bitte Sie deshalb, der Abschreibung zuzustimmen.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Die Motionäre wollen bei Gewässerverbauungen soviel Beton wie nötig und so wenig Beton wie möglich einsetzen. Sie wollen Menschen und Gebäude und was auch immer damit schützen. Ich habe mich gefragt, woraus denn Beton eigentlich besteht. Wissen Sie das? Beton ist ein Naturprodukt. Er besteht aus Kies in einer bestimmten Kalibrierung, vermischt mit Zement. Was ist nun Zement? Zement ist ein Gemisch aus Kalkstein, Ton, Sand und Eisenerz. Dieses Gemisch ist nicht giftig. Auch Beton ist nicht giftig. Ich habe kürzlich bei der Renaturierung des Schmiedenbachs in Grossaffoltern erlebt, was geschieht, wenn man zu wenig auf die Sicherheit achtet. Nach einem schlimmen Regenwetter wurde die Böschung weggerissen. Das kann nicht der Sinn der Sache sein. Wenn wir nun diese Motion überweisen, bedeutet das nicht, dass wir alles betonieren wollen. Diese Motion will vielmehr ein Zeichen dafür setzen, dass man dort, wo es nötig ist, Beton einsetzen kann. Es gibt noch andere Dinge: Wissen Sie, was eine Kolmatierung ist? Eine Kolmatierung bedeutet, dass die Sohle eines Gewässers verdichtet wird. Diese Sohle wird dann so hart, dass sich die Fische nicht mehr darin verstecken können. Man soll wenn möglich mit der Natur

zusammenarbeiten. Wo nötig soll man Blockverbauungen machen. Wo man kann, soll man sogar mit Holz verbauen. Doch wenn man nur damit die Sicherheit und Dauerhaftigkeit gewährleisten kann, muss und darf man Beton einsetzen.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Es haben sich keine weiteren Einzelsprechenden angemeldet.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Obschon jetzt eine lange Debatte geführt wurde, geht es nur um die Abschreibung dieser Motion. Ich halte es auch heute so, wie ich es in den vergangenen Jahren gehalten habe: Zur Frage der Abschreibung äussere ich mich nicht. Wir haben die Abschreibung beantragt. Mehr sage ich nicht dazu.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Ich will den Terminkalender der Frau Baudirektorin nicht durcheinanderbringen. Trotzdem möchte ich noch drei Bemerkungen machen. Erstens: Wie viele meiner Vorredner erwähnt haben, ist nicht alles schlecht, was zurzeit gemacht wird. Das anerkennen wir auch. Kollega Aeschlimann, es sind nach meinem Kenntnisstand auch nicht die Ingenieure das Problem, sondern andere Kreise, die fordern, dass man nicht zu viel verbaut, und die entsprechend Druck ausüben. Diese Motion ist kein Misstrauensvotum gegen die Ingenieure. Zweitens: Ich will nicht alles zubetonieren. Doch es gibt Beispiele dafür, dass nicht alles richtig gemacht wurde. Kollega Sutter hat eines davon erwähnt. Hier würden wir eine gewisse Nachjustierung verlangen. Drittens noch eine Bemerkung an Kollega Bauen, der die Klimaerwärmung erwähnt hat: Ich möchte in diesem Zusammenhang Werbung für die zweite Motion machen, die ich in dieser Session einbringen werde. Helfen Sie mit und unterstützen Sie die Motion «Weg frei für bäuerliche Biogas-Anlagen»! Biogas ist eine erneuerbare, klimaneutrale Energie, die noch viel zu wenig genutzt wird. Ich helfe gerne mit beim Klimaschutz, aber helfen Sie auch!

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Ist diese Motion bestritten? – Dss scheint nicht der Fall zu sein. Somit stimmen wir jetzt direkt über die Abschreibung ab. Wer die Motion abschreiben will, stimmt ja, wer dies nicht will, stimmt nein.

Vote (classement de la motion)

Décision du Grand Conseil:

Classement

Oui	86
Non	57
Abstentions	0

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Sie haben die Abschreibung angenommen. Somit haben wir dieses Geschäft bereinigt und haben die Beratung der Geschäfte von Regierungsrätin Egger für heute abgeschlossen.